

Unité départementale de Lille
Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 26/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

YKK FRANCE

ZI A
BP 159
59113 Seclin

Références : -
Code AIOT : 0007002443

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2025 dans l'établissement YKK FRANCE implanté ZI A BP 159 59113 Seclin. L'inspection a été annoncée le 20/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspections de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2025. Cette visite a été annoncée à l'exploitant par courrier en date du 18/02/2025.

Cette inspection s'inscrit dans l'action nationale 2025 sur le contrôle des PFAS dans les rejets aqueux de l'établissement YKK faisant partie des émetteurs importants de ce type de polluants.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- YKK FRANCE
- ZI A BP 159 59113 Seclin
- Code AIOT : 0007002443
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Fondée au Japon en 1934, la société YKK développe et produit des fermetures à glissière, des rubans auto-agrippants, des boutons pression et rivets, des boucles en plastique, des rubans élastiques et sangles pour toutes les applications de la mode, des vêtements techniques, de l'ameublement, l'automobile, la maroquinerie...

Le groupe est leader sur le marché des produits et accessoires d'attache. Il est aussi présent dans l'industrie du bâtiment, la haute technologie et l'agriculture.

YKK France, filiale française du groupe, fondée en 1967, a situé son siège social en région parisienne et, de façon à répondre aux besoins du marché, a depuis 1972, établi son usine à Seclin. Le site compte 160 salariés et s'étend sur 22 500 m². La société, certifiée ISO 9001 et ISO 14001, est soumise à autorisation au titre des rubriques 2330 et 2920 de la nomenclature des installations classées et autorisée par un arrêté préfectoral du 17 mars 2008

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1 | 1. Déclaration des résultats GIDAF | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Sans objet |
| 2 | 2. Rejets aqueux de PFOS | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 | Sans objet |
| 3 | 3. Liste des substances PFAS | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 | Sans objet |
| 4 | 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS | Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14 | Sans objet |
| 5 | 5. Mesures d'investigation | Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2 | Sans objet |
| 6 | 6. Mesures de suppression/réduction | Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1 | Sans objet |
| 7 | Fiche de données | Règlement européen du 18/12/2006, article Titre IV | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|-------------------------|-------------------|
| | sécurité | | |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté lors de la visite du 17/03/2025 que l'exploitant respectait l'ensemble des points des arrêtés ministériel du 02/02/1998 et du 20/06/2023 et du code de l'environnement contrôlés pendant l'inspection.

Néanmoins l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir à l'inspection son échéancier concernant la mise en oeuvre de sa stratégie de suppression des substances PFAS dans ses produits.

De plus, les rapports de février et de mars 2024 font état de concentrations respectives anormalement élevées de 1300 et 1400 microgramme/litre en ce qui concerne l'indice AOF (indice qui offre la possibilité de détecter le **fluororganique adsorbable** (AOF) en milieux aqueux ce qui permet une estimation de la concentration en composés organique fluorés d'un échantillon d'eau).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF |
| Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. |
| Constats : En s'appuyant sur les 3 rapports d'analyse effectués par le laboratoire Eurofins sur les mois de Janvier, Février et Mars 2024, l'inspection a constaté que les résultats d'analyse étaient correctement déclarés dans GIDAF : <ul style="list-style-type: none"> - le point de prélèvement a été effectué au niveau du bassin de stockage des eaux de process, - le laboratoire d'analyse Eurofins dispose d'une « accréditation COFRAC » qui donne une garantie sur la reproductibilité du résultat, - les 20 PFAS introduits par la Directive européenne 2020/2184 du 16/12/2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (EDCH) ont bien été contrôlés, - la limite réglementaire (0,10 microgramme/litre pour la somme des 20 molécules), est respectée dans chacune des 3 analyses, |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L |
| Prescription contrôlée : |

| |
|---|
| <p>4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau</p> <p>Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</p> <p>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) $\leq 25 \mu\text{g/l}$</p> <p>Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Après examen des 3 rapports d'analyse réalisés en 2024 par le laboratoire Eurofins, l'inspection a constaté que la valeur limite d'émission des PFOS dans les rejets aqueux de l'établissement est respectée.</p> <p>En effet, les valeurs mesurées dans les 3 rapports sont inférieures à 0,10 microgrammes / litre.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : 3. Liste des substances PFAS

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la liste des substances PFAS utilisées dans l'établissement:</p> <p>Les produits contenant ces substances sont au nombre de deux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le produit d'imperméabilisation "Baygard Clean" fournit par le fournisseur Tanatex, basé au Pays Bas. L'exploitant a indiqué à l'inspection sa volonté de remplacer ce produit progressivement à partir de janvier 2025 par le produit "Baygard LTR 01" du même fournisseur mais ne contenant pas de substances PFAS. - le produit de coloration orange "Piétroacril Orange" fournit par le fournisseur Weilburger Coating basé en Italie. L'exploitant a indiqué à l'inspection le remplacement de ce produit en septembre 2023 par le produit "Piétroacril Orange nouveau". Produit provenant du même fournisseur mais ne contenant pas de substance PFAS. <p>Les FDS de ces quatre produits ont été fournies à l'inspection et celle-ci a pu consulter ces quatre FDS.</p> <p>En août 2023, l'exploitant a procédé à une campagne de recherche de substance contenant des</p> |

| |
|---|
| PFAS sur l'ensemble de ces produits. Ces recherches ont été menées par le laboratoire SGS basé à Hong Kong. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection son plan visant à supprimer la présence de PFAS dans ses matières premières.</p> <p>Ces actions ont été initiées en septembre 2023 par le remplacement du produit de coloration "Piétroacril Orange" par le produit "Piétroacril Orange nouveau" ayant le même fournisseur, les mêmes fonctionnalités, mais ne contenant pas de substances PFAS.</p> <p>Concernant le produit d'imperméabilisation "Baygard Clean", l'exploitant a l'intention de remplacer ce produit d'imperméabilisation par le produit Baygard LTR 01 produit par le même fournisseur mais ne contenant pas de substances PFAS. L'exploitant déclare avoir réalisé des tests afin d'évaluer la possibilité de remplacer le produit. L'exploitant a indiqué que les tests sont concluants, qu'il avait commandé le nouveau produit et que l'ancien serait remplacé dès épuisement du stock (environ 4 mois).</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans le délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant fournit à l'inspection son échéancier concernant la mise en œuvre de sa stratégie de suppression des substances PFAS dans ses produits.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : 5. Mesures d'investigation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF |

| |
|--|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> -prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté les résultats d'analyse des résultats en PFAS et en AOF mesuré lors des 3 campagnes de mesures de janvier, février et mars 2024.</p> <p>Les résultats sont conformes et respectent les valeurs limites de concentration imposées par la directive européenne 2020/2184 du 16/12/2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.</p> <p>Concernant les fûts contenant les produits comprenant des substances PFAS, ces derniers sont évacués comme des déchets dangereux avec les autres déchets dangereux produits par le site sous le code déchet 15 02 02* (absorbants, matériaux souillés standard (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses).</p> <p>Ces déchets sont évacués par un prestataire agréé : Chimirec, basé à Ecques (62).</p> <p>Ils reçoivent le code de traitement approprié R12 (code qui rassemble la grande majorité des opérations intermédiaires de valorisation.).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : 6. Mesures de suppression/réduction

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré mettre en œuvre des mesures de suppression de ses substances PFAS. Ces mesures sont présentées au point de contrôle n°4.</p> <p>En analysant les rapport de janvier, février et mars 2024, une réduction des concentrations a été constatée par l'inspection en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la somme des 20 composés perfluorés avec une concentration de 0,56 microgramme/ litre observée en janvier et février contre une concentration de 0,37 microgramme/litre observée en mars. <p>En revanche les rapports de février et de mars 2024 font état de concentration respective de 1300 et 1400 microgramme/litre en ce qui concerne l'indice AOF (indice qui offre la possibilité de</p> |

| |
|--|
| détecter le fluororganique adsorbable (AOF) en milieux aqueux). Ces deux mesures apparaissent comme anormalement élevées. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant, dans un délai d'un mois à compter le réception du présent rapport, de contacter le laboratoire d'analyse Eurofins afin de confirmer les valeurs de concentrations en AOF établies dans les rapports de février et mars 2024 |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Fiche de données sécurité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Titre IV |
| Thème(s) : Risques chroniques, Informations sur les substances chimiques |
| Prescription contrôlée : Examiner les dispositions de la grille classique. Si jamais des suites relevant du règlement CLP sont formulées, ajouter un point de contrôle visant ce règlement. Idem si des demandes sont formulées concernant les substances soumises à restriction, autorisation ou si SVHC (cf dernière ligne de la grille) : ajouter un point de contrôle spécifique visant le règlement REACH. Renseigner la grille classique en inspection et pour la rédaction du rapport, renvoyer vers la grille qui sera à annexer (ou à insérer dans le rapport en odt généré). Renseigner les suites proposées dans GUN. |
| Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection la FDS du produit suivant susceptible de contenir des substances PFAS et actuellement stocké sur le site : • Baygard Clean La FDS fournie est rédigée en français et la date de révision est au 11/12/2023. Les informations contenues dans la FDS sont mises à la disposition des employés utilisant ce produit lors de la mise en œuvre du process déperlant ou bosubi (nom donné au process par l'exploitant). Ces informations sont contenues dans des fiches récapitulatives disposées sur les lieux de manipulation et de stockage du produit. La présence de ces fiches a été constatée par l'inspection lors de la visite terrain. La FDS du produit Baygard Clean est conforme à l'annexe II du règlement REACH. Celle-ci contient bien les 16 parties énoncées à l'article 31.6 du règlement REACH. Les conditions de stockage décrites dans la FDS sont respectées, car les contenants du produit Bayguard Clean sont stockés verticalement dans des récipients étanches à une température ambiante inférieure à 40°C. L'exploitant dispose dans son local de stockage des moyens d'extinction adéquats décrits dans la FDS (extincteur mousse et/ou eau pulvérisée en nombre adapté et positionné au droit de la zone de stockage). Aucune matière incompatible avec ce produit n'est mentionnée dans la FDS. |
| Type de suites proposées : Sans suite |